

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3871

[2006/203100]

**14 SEPTEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon, en particulier les articles 38 à 42;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole, modifiée par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon AGW du 26 octobre 2000, du 17 janvier 2002, du 24 juillet 2003 et du 27 mai 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, 9 février 2006 et 27 avril 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 1860/2004 de la Commission du 6 octobre 2004 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides de minima dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche;

Vu le Règlement (CE) n° 1/2004 de la Commission du 23 décembre 2003 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité européen aux aides d'Etat accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation de produits agricoles;

Considérant que le Parlement wallon a, en vue de parvenir à un redressement structurel de l'économie wallonne, dans le décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon, décidé de majorer le montant des subventions de 25 % du coût de l'investissement dans les zones franches rurales, d'une part, les investissements immobiliers relatifs aux sociétés coopératives d'utilisation de matériel agricole visées par l'article 1^{er}, 9°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture et, d'autre part, les projets de diversification agro-alimentaire favorisant la production, la transformation et la commercialisation, initiés par un exploitant agricole au sens de l'article 1^{er}, 6°, de ce même arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997;

Considérant que cette majoration de l'aide se fait dans le cadre de procédures existantes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 février 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 40.507/4, donné le 12 juin 2006;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture est complété comme suit :

« 23° la "zone franche rurale": la zone faisant partie de celles définies conformément à l'article 38 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon. »

Art. 2. Un Chapitre XIII est inséré dans le Titre I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture "Aide complémentaire aux sociétés coopérative ou CUMA".

Art. 3. Un nouvel article 47bis est introduit au Chapitre XIII visé ci-avant et libellé comme suit :

« Les sociétés coopératives ou CUMA qui décident l'utilisation commune d'immeuble ou d'équipements destinés à la transformation de leur production peuvent bénéficier d'aides spécifiques pour les investissements :

— en matériel et/ou équipement nécessaires au partage de la transformation de leur production;

— en biens immeubles, à la condition qu'il s'agisse d'immeubles leur appartenant et servant à abriter le matériel nécessaire au partage de la transformation de leur production.

Les conditions fixées par le Règlement (CE) n° 1698/2005 sont d'application.

L'utilisation collective doit pouvoir être vérifiée à tout moment. »

Art. 4. L'article 38 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture est remplacé par l'article suivant :

« Art. 38. Les aides sont :

1. la subvention-intérêt : elle est de 5 % maximum, le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne pouvant être inférieur à 3 %; à cette fin, la subvention est réduite s'il y lieu;

2. la garantie publique, liée à l'octroi de la subvention-intérêt.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

La valeur de ces aides ne pourra en aucun cas dépasser 40 % du montant de l'investissement immobilier et 15 % pour les autres types d'investissement;

3. en ce qui concerne les aides visées à l'article 47bis, celles sous forme de subvention-intérêt sont complétées par une prime en capital portant l'aide globale à 40 % du montant de l'investissement pour autant que cet investissement se situe dans une zone franche rurale et à concurrence de l'enveloppe allouée via la clé de répartition des moyens budgétaires repris au Fonds d'impulsion du développement économique rural, telle que prévue à l'article 42, § 4, du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon.

Le Ministre de l'Agriculture fixe les conditions pratiques et les procédures relatives à l'octroi de cette aide ».

Art. 5. L'article 41 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture est remplacé par l'article suivant :

« Art. 41. Les aides sont :

1. la subvention-intérêt : elle est de 5 % maximum, le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne pouvant être inférieur à 3 %; à cette fin, la subvention est réduite s'il y lieu;

2. la garantie publique, liée à l'octroi de la subvention-intérêt.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe;

3. en ce qui concerne les aides visées à l'article 47bis, celles sous forme de subvention-intérêt sont complétées par une prime en capital portant l'aide globale à 40 % du montant de l'investissement pour autant que cet investissement se situe dans une zone franche rurale et à concurrence de l'enveloppe allouée via la clé de répartition des moyens budgétaires repris au Fonds d'impulsion du Développement économique rural, telle que prévue à l'article 42, § 4, du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon.

Le Ministre de l'Agriculture fixe les conditions pratiques et les procédures relatives à l'octroi de cette aide. »

Art. 6. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 septembre 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3871

[2006/203100]

14. SEPTEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Programmdekrets vom 26. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft, insbesondere der Artikel 38 und 42;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2000, vom 17. Januar 2002, vom 24. Juli 2003 und vom 27. Mai 2004;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, vom 9. Februar 2006 und vom 27. April 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates vom 20. Mai 2005 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1860/2004 der Kommission vom 6. Oktober 2004 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf De-minimis-Beihilfen im Agrar- und Fischereisektor;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1/2004 der Kommission über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere in der Erzeugung, Verarbeitung und Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätige Unternehmen;

In der Erwägung, dass das Wallonische Parlament im Hinblick auf einen strukturellen Aufschwung der wallonischen Wirtschaft im Rahmen des Programmdekrets vom 26. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft beschlossen hat, den Betrag der Investitionen in den ländlichen Freizonen um 25% zu erhöhen und zwar einerseits für die Investitionen in Immobilien in Bezug auf Genossenschaften zur Verwendung von landwirtschaftlichem Material, so wie sie in Artikel 1, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft erwähnt werden und andererseits für die Projekte zur Diversifizierung im landwirtschaftlichen Nahrungsmittelbereich, die die Erzeugung, die Verarbeitung und die Vermarktung fördern und die durch einen landwirtschaftlichen Betreiber im Sinne des Artikels 1, 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft gestartet werden;

In der Erwägung, dass diese Erhöhung der Beihilfen im Rahmen bestehender Verfahren stattfindet;

Aufgrund des am 3. Juli 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 14. September 2006 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 12. Juni 2006 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 40.507/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft wird wie folgt ergänzt:

«23° die "ländliche Freizone": die Zone, die zu jenen gehört, die gemäß Artikel 38 des Programmdekrets vom 26. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft definiert worden sind.»

Art. 2 - In Titel I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft wird ein Kapitel XIII "Zusatzbeihilfe für die Gerätenutzungsgenossenschaften" eingefügt.»

Art. 3 - In das oben erwähnte Kapitel XIII wird ein neuer Artikel 47bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Gerätenutzungsgenossenschaften, die die gemeinsame Nutzung von Gebäuden oder Geräten, die für die Verarbeitung ihrer Produktion bestimmt sind, beschließen, können in den Genuß spezifischer Beihilfen für die folgenden Investitionen gelangen:

— Investitionen in Material und/oder Ausrüstung, die für die Aufteilung der Verarbeitung ihrer Produktion notwendig sind;

— in Immobilien, unter der Bedingung, dass es sich um Güter handelt, die ihnen gehören und die dazu dienen, das Material zu lagern, dass für die Aufteilung ihrer Produktion notwendig ist.

Die in der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 festgelegten Bedingungen sind anwendbar.

Die kollektive Nutzung muss jederzeit überprüft werden können.»

Art. 4 - Artikel 38 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft wird durch den nachfolgenden Artikel ersetzt:

«Art. 38 - Die betreffenden Beihilfen sind:

1. die Zinssubvention: sie beläuft sich auf maximal 5%, wobei der Zinssatz, der zu Lasten des Begünstigten bleibt, nicht unter 3% liegen darf; zu diesem Zweck wird die Subvention ggf. verringert;

2. die öffentliche Bürgschaft, die an die Gewährung der Zinssubvention gebunden ist.

Die Laufzeiten der Zinssubvention und der Bürgschaft werden in der Anlage angeführt.

Der Wert dieser Beihilfen darf in keinem Fall 40% des Betrags der Investitionen in Immobilien und 15% bei allen anderen Investitionen übersteigen;

3. was die in Artikel 47bis angeführten Beihilfen betrifft, so werden jene, die als Zinssubvention gewährt werden, durch eine Kapitalprämie ergänzt, wodurch die gesamte Beihilfe auf 40% des Betrags der Investierung angehoben wird, unter der Bedingung, dass diese Investierung in einer ländlichen Freizone getätigt wird und in Höhe der über den in Artikel 42 § 4 des Programmdekrets vom 26. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft angeführten Verteilungsschlüssel der im "Fider" (Fonds d'impulsion du développement économique rural, Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung) angeführten Haushaltsmittel, gewährten Mittel.

Der Minister der Landwirtschaft legt die praktischen Bedingungen und die Verfahren für die Gewährung dieser Beihilfe fest.»

Art. 5. Artikel 41 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft wird durch den nachfolgenden Artikel ersetzt:

«Art. 41 - Die betreffenden Beihilfen sind:

1. die Zinssubvention: sie beläuft sich auf maximal 5%, wobei der Zinssatz, der zu Lasten des Begünstigten bleibt, nicht unter 3% liegen darf; zu diesem Zweck wird die Subvention ggf. verringert;

2. die öffentliche Bürgschaft, die an die Gewährung der Zinssubvention gebunden ist.

Die Laufzeiten der Zinssubvention und der Bürgschaft werden in der Anlage angeführt;

3. was die in Artikel 47*bis* angeführten Beihilfen betrifft, so werden jene, die als Zinssubvention gewährt werden, durch eine Kapitalprämie ergänzt, wodurch die gesamte Beihilfe auf 40% des Betrags der Investierung angehoben wird, unter der Bedingung, dass diese Investierung in einer ländlichen Freizone getätigt wird und in Höhe der über den in Artikel 42 § 4 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft angeführten Verteilungsschlüssel der im "Fider" (Fonds d'impulsion du développement économique rural, Impulsfonds für die ländliche wirtschaftliche Entwicklung) angeführten Haushaltsmittel, gewährten Mittel.

Der Minister der Landwirtschaft legt die praktischen Bedingungen und die Verfahren für die Gewährung dieser Beihilfe fest».

Art. 6. Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. September 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3871

[2006/203100]

**14 SEPTEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997
betreffende de steun aan de landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, inzonderheid op artikelen 38 tot 42;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de landbouw, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 26 oktober 2000, 17 januari 2002, 24 juli 2003 en 27 mei 2004;

Gelet op het decreet van 6 mei 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 9 februari 2006 en 27 april 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad van 20 september 2005 inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling (ELFPO);

Gelet op Verordening (EG) nr. 1860/2004 van de Commissie van 6 oktober 2004 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun in de landbouwsector en de visserijsector;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1/2004 van de Commissie van 23 december 2003 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen die landbouwproducten produceren, verwerken en afzetten;

Overwegende dat het Waalse Parlement, met het oog op het economisch herstel van de economie van Wallonië, in het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, heeft beslist het bedrag van de toelagen te verhogen met 25 % van de investeringskosten in de landelijke vrije zones, enerzijds, de onroerende investeringen betreffende de coöperatieve verenigingen voor het gebruik van landbouwmetaal bedoeld in artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw en, anderzijds, de diversificatieprojecten in de agrovoedingssector ter bevordering van de productie, verwerking en afzet, die op touw gezet zijn door een landbouwer in de zin van artikel 1, 6°, van datzelfde besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997;

Overwegende dat voornoemde verhoging gebeurt in het kader van bestaande procedures;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 februari 2006;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 september 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 40.507/4, gegeven op 12 juni 2006;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de landbouw wordt aangevuld als volgt :

« 23 "de landelijke vrije zone" : de zone die deel uitmaakt van die welke vastgesteld zijn overeenkomstig artikel 38 van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië. »

Art. 2. Een hoofdstuk XIII "Bijkomende steun aan de coöperatieve vennootschappen, (CVGL)" wordt ingevoegd in Titel I van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de landbouw. »

Art. 3. Een nieuw artikel 47bis wordt ingevoegd in voornoemd hoofdstuk XIII, luidend als volgt :

« De coöperatieve vennootschappen (CVGL) die opteren voor het collectieve gebruik van onroerende goederen of uitrustingen bestemd voor de verwerking van hun productie, komen in aanmerking voor specifieke steun aan investeringen :

— in materieel en/of uitrustingen die noodzakelijk zijn voor de verdeling van de activiteiten verbonden met de verwerking van hun productie;

— in onroerende goederen, op voorwaarde dat het gaat om aan hen toebehorende onroerende goederen die bestemd zijn om voornoemd materieel op te slaan.

De bij Verordening (EG) nr. 1698/2005 vastgestelde voorwaarden zijn van toepassing.

Het collectieve gebruik moet elk ogenblik bewezen kunnen worden. »

Art. 4. Artikel 38 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de landbouw wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 38. De steun bestaat uit :

1. de rentesubsidie : ze bedraagt hoogstens 5 %; de rente die ten laste blijft van de begunstigde mag niet lager zijn dan 3 %; te dien einde wordt de subsidie zo nodig verminderd;

2. de overheidsgarantie verbonden met de toekenning van de rentesubsidie.

De looptijd van de rentesubsidie en die van de garantie worden hierbij vermeld.

De waarde van die steun mag niet hoger zijn dan 40 % van de investering voor onroerende goederen en dan 15 % voor de andere investeringen;

3. wat betreft de steun bedoeld in artikel 47bis, worden de rentesubsidies aangevuld met een kapitaalpremie waarbij de globale steun gebracht wordt op 40 % van het investeringsbedrag voorzover die investering betrekking heeft op een landelijke vrije zone en ten belope van de enveloppe die toegekend wordt via de verdelingssleutel voor de begrotingsmiddelen opgenomen in het economische en landelijke Impulsfonds, zoals bedoeld in artikel 42, § 4, van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië.

De praktische voorwaarden en de procedures betreffende de toekenning van die steun worden vastgelegd door de Minister van Landbouw. »

Art. 5. Artikel 41 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende de steun aan de landbouw wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 41. De steun bestaat uit :

1. de rentesubsidie : ze bedraagt hoogstens 5 %; de rente die ten laste blijft van de begunstigde mag niet lager zijn dan 3 %; te dien einde wordt de subsidie zo nodig verminderd;

2. de overheidsgarantie verbonden met de toekenning van de rentesubsidie.

De looptijd van de rentesubsidie en die van de garantie worden hierbij vermeld;

3. wat betreft de steun bedoeld in artikel 47bis, worden de rentesubsidies aangevuld met een kapitaalpremie waarbij de globale steun gebracht wordt op 40 % van het investeringsbedrag voorzover die investering betrekking heeft op een landelijke vrije zone en ten belope van de enveloppe die toegekend wordt via de verdelingssleutel voor de begrotingsmiddelen opgenomen in het economische en landelijke Impulsfonds, zoals bedoeld in artikel 42, § 4, van het programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië.

De praktische voorwaarden en de procedures betreffende de toekenning van die steun worden vastgelegd door de Minister van Landbouw. »

Art. 6. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 september 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN